

## **La Convention internationale des droits de l'enfant a 20 ans, et après ?**

Le 20 novembre prochain, nous célébrerons le 20<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'enfant (CIDE). En 1989, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait avec la plus belle unanimité jamais observée, ce texte plein de promesses, reconnaissant l'impératif d'apporter des soins et une attention particulière aux enfants.

Il y a vingt ans, les responsables ont pris des engagements solennels envers tous les enfants du monde. Ils leur ont promis survie, santé, éducation, protection, liberté d'expression, participation et écoute, tous les éléments qui font qu'un enfant peut vivre et s'épanouir dans un environnement protecteur. En ratifiant la Convention, les Etats ont aussi accepté de changer leur regard sur les enfants : ces derniers ne sont pas des êtres « mineurs » (dans le sens de « moindre importance »), propriété passive de leurs parents, tuteurs ou Etat, mais bien des individus à part entière doués d'une pensée autonome et libres de l'exprimer. Derrière l'aspect un peu lisse propre aux textes internationaux, la CIDE est porteuse d'une vraie révolution, fruit du long combat des défenseurs des enfants. Sa ratification quasi universelle (seuls les Etats-Unis et la Somalie s'en sont dispensés...) est en elle-même un grand pas en avant.

Mais on ne saurait s'en satisfaire et il serait profondément cynique et indécent de faire de l'anniversaire de la CIDE une simple célébration. Les promesses ne valent que si elles sont tenues. Qu'en est-il en réalité ?

L'avènement de la Convention a permis des progrès indéniables dans la reconnaissance du statut particulier, de la vulnérabilité et des besoins de protection des enfants. Il a permis de soulever le coin du tapis sur les souffrances et la négligence dont sont victimes les enfants. Et cela n'est pas rien : pour agir, il fallait déjà rendre visible. De nombreux pays ont fait évoluer leurs législations nationales pour mieux protéger les enfants. Dans la foulée de la CIDE, de nombreuses initiatives ont été prises à l'échelle mondiale pour lutter contre le travail forcé et l'exploitation sexuelle des enfants, leur enrôlement dans les conflits, la lutte

contre les mutilations génitales et les mariages précoces des petites filles. En 20 ans, la survie des enfants de moins de cinq ans s'est globalement améliorée (le nombre de décès dans cette tranche d'âge est passé de 14 millions à 8,8 millions entre 1989 et 2008) et des outils efficaces existent aujourd'hui pour lutter contre le sida pédiatrique, le paludisme ou encore la malnutrition infantile. La scolarisation à l'école primaire a elle aussi progressé dans l'ensemble du monde et le fossé entre garçons et filles s'est réduit. Nous pourrions multiplier les exemples.

Mais c'est insuffisant et les progrès à réaliser restent immenses. Le bilan sur la protection de l'enfant dans le monde publié par l'Unicef le 6 octobre dernier montre l'ampleur de la tâche pour que les enfants voient concrètement avancer leurs droits. Près de 51 millions d'enfants ne sont pas enregistrés à la naissance et n'ont pas d'identité. Cette situation est la source de tous les abus et de toutes les exclusions. Plus de 64 millions de jeunes femmes âgées de 20 à 24 ans disent avoir été mariées avant l'âge de 18 ans. C'est encore l'Asie du Sud qui remporte la palme du mariage précoce. 150 millions d'enfants de 5 à 14 ans travaillent, particulièrement en Afrique Subsaharienne. Des millions sont victimes de sévices et d'exploitation sexuels. Au moins 1 million d'enfants sont en prison. Sur le plan de la santé, alors que la médecine a marqué d'importants progrès et que nous avons aujourd'hui des armes dont nous ne disposons pas hier, seule une minorité d'enfants ont réellement accès aux traitements efficaces contre la malnutrition ou aux anti-rétroviraux contre le sida.

Et s'il vaut mieux vivre en France que dans de nombreux autres pays, nous ne pouvons nous réfugier derrière le pire pour nous déclarer les meilleurs. Entre un et deux millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté ; la prise en charge des adolescents en souffrance, comme des enfants handicapés subit le manque criant de moyens et de structures d'accueil. Le durcissement de la justice des mineurs dénote une dérive sécuritaire inquiétante (et surtout inefficace pour traiter le problème de la délinquance des jeunes). Les enfants des Dom-Tom font figure de population négligée...

Comment avancer ? Par des changements politiques et même parfois idéologiques radicaux. Depuis l'entrée en vigueur de la CIDE, les réformes législatives ont majoritairement abordé la question des droits de l'enfant au cas par cas au détriment de stratégies globales. Les

gouvernements doivent adopter des stratégies, des plans d'action, des budgets et des outils de suivi pour être efficaces. Ils doivent également encourager le débat public et la transparence sur cette question : à elle seule la législation ne peut avoir que des effets limités si l'on n'améliore pas la sensibilisation du public. Pour adopter et mettre en œuvre de telles stratégies, il faut en avoir les moyens, certes, mais il faut aussi le vouloir et cela relève de la volonté politique voire, je le disais, de la vision idéologique. Le mépris pour les femmes et les petites filles dans de nombreuses parties du globe, la stigmatisation des jeunes, le déni d'existence pour les enfants les plus pauvres, la banalisation du commerce sexuel des enfants, demandent que l'on se batte aussi sur le plan des idées.

De longues batailles sont encore devant nous et nous sommes prêts à les livrer avec les tous les acteurs de la société. Quant aux responsables politiques qui se sont engagés à appliquer la Convention internationale des droits de l'enfant, rappelons ce sain conseil de Figaro dans la pièce de Beaumarchais : « Tiens parole et tu feras une belle exception à l'usage ».

Jacques Hintzy

Président de l'Unicef-France